

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS



DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Appel d'offres ouvert N° 125/18/AOO

**Entretien des bâtiments administratifs et
techniques de l'Académie
Internationale Mohammed VI de
l'Aviation Civile**

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS

TABLE DES MATIERES

AVIS D'APPEL D'OFFRES	3
CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 3 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	3
ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 5 : LANGUE DE L'OFFRE	3
ARTICLE 6 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIECES A FOURNIR	4
ARTICLE 7 : CAUTIONNEMENT PROVISoire	6
ARTICLE 8 : OFFRES TECHNIQUES	7
ARTICLE 9 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES	7
ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE	7
ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE	8
ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	8
ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS	10
ARTICLE 15 : EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES	10
ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHE	10
ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES	10
ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION	11
ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES	11
ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS	11
CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES	13
ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR	1
ANNEXE II : MODELE CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE	1
ANNEXE III : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT	2
ANNEXE IV : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)	4
CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES	5
ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHE	5
ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHE	5
ARTICLE 03 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	5
ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER	5
ARTICLE 05 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX	5
ARTICLE 06 : RESILIATION	6
ARTICLE 07 : DOMICILE DU PRESTATAIRE	6
ARTICLE 08 : REGLEMENT DES CONTESTATIONS	6
ARTICLE 09 : CAS DE FORCE MAJEURE	6

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS

ARTICLE 10 :	ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION _____	6
ARTICLE 11 :	NANTISSEMENT _____	6
ARTICLE 12 :	DROIT APPLICABLE _____	7
CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES		8
ARTICLE 13 :	MAITRE D'ŒUVRE _____	8
ARTICLE 14 :	BREVETS _____	8
ARTICLE 15 :	NORMES _____	8
ARTICLE 16 :	NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX _____	8
ARTICLE 17 :	CAUTIONNEMENT DEFINITIF – RETENUE DE GARANTIE _____	8
ARTICLE 18 :	RECEPTION PROVISoire DES TRAVAUX _____	8
ARTICLE 19 :	DELAi DE GARANTIE _____	9
ARTICLE 20 :	RECEPTION DEFINITIVE DES TRAVAUX _____	9
ARTICLE 21 :	MODE DE PAIEMENT _____	9
ARTICLE 22 :	SUJETIONS RESULTANT DE L'EXECUTION SIMULTANEE DE TRAVAUX INTERESSANT LES DIFFERENTS CORPS D'ETAT ET ENTREPRENEUR VOISINS _____	9
ARTICLE 23 :	DELAi D'EXECUTION ET LIEUX DE LIVRAISON _____	9
ARTICLE 24 :	PENALITES POUR RETARD _____	9
ARTICLE 25 :	CIRCULATION DU PERSONNEL _____	10
ARTICLE 26 :	ORGANISATION ET POLICE DE CHANTIER _____	10
ARTICLE 27 :	PRESENCE DE L'ENTREPRENEUR SUR LES LIEUX DES TRAVAUX _____	10
ARTICLE 28 :	PROTECTION DU CHANTIER _____	10
ARTICLE 29 :	MALFACONS. _____	11
ARTICLE 30 :	NETTOYAGE DU CHANTIER. _____	11
ARTICLE 31 :	PRESCRIPTION COMMUNES _____	11
ARTICLE 32 :	PRODUITS DE DEMOLITION – ENLEVEMENT DES MATERIELS ET MATERIAUX SANS EMPLOI _____	11
ARTICLE 33 :	CONSISTANCE DES FOURNITURES ET TRAVAUX _____	11
ARTICLE 34 :	PRESCRIPTION TECHNIQUES _____	11
ARTICLE 35 :	NORMES POUR TRAVAUX ELECTRIQUES _____	12
ARTICLE 36 :	ESSAIS _____	14
ARTICLE 37 :	DELEGATION ET RENDEZ-VOUS DE CHANTIER _____	14
ARTICLE 38 :	MATERIEL ET MISE EN ŒUVRE _____	14
ARTICLE 39 :	ECHANTILLONS _____	14
ARTICLE 40 :	DÉFINITION DES PRIX : _____	15

**ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS**

**AVIS D'APPEL D'OFFRES
OUVERT SUR "OFFRES DE PRIX"
N°125/18/AOO**

Le **mercredi 10 octobre 2018** à **10h00** heures, il sera procédé, dans la salle de réunion de la Direction Financière située près du bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Mohammed V-Nouasseur) à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres **sur offres de prix** concernant : **Entretien des bâtiments administratifs et techniques de l'Académie Internationale Mohammed VI de l'Aviation Civile**

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré **gratuitement** auprès de la cellule Interface Achats au Département des Achats situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Mohammed V-Nouasseur). Il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics www.marchespublics.gov.ma et à titre indicatif à partir de l'adresse électronique www.onda.ma.

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : **14 900,00 DHS**

L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme TVA comprise de : **998 400,00 DHS**

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 06, 07, 08, 09, 10, 11, 12, 13 et 14 du règlement de la consultation du présent appel d'offres.

Les concurrents peuvent :

- 1) Soit déposer contre récépissé leurs plis à la cellule Interface Achats au Département des Achats situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Mohammed V-Nouasseur) au plus tard le **mercredi 10 octobre 2018** avant **9h30** ;
- 2) Soit les envoyer, par courrier recommandé avec accusé de réception, à la cellule précitée ;
- 3) Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ci-dessous **ne sont pas admis**.

N.B : Une visite des lieux sera organisée au profit des concurrents intéressés le **lundi 24 septembre 2018** à 10 heures à l'Académie Internationale Mohammed VI de l'Aviation Civile (**Contact : 06 60 100 336**).

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS



REGLEMENT DE CONSULTATION

Appel d'offres ouvert N° 125/18/AOO

**Entretien des bâtiments administratifs et
techniques de l'Académie
Internationale Mohammed VI de
l'Aviation Civile**

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 3 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	3
ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 5 : LANGUE DE L'OFFRE	3
ARTICLE 6 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIECES A FOURNIR	4
ARTICLE 7 : CAUTIONNEMENT PROVISoire	6
ARTICLE 8 : OFFRES TECHNIQUES	7
ARTICLE 9 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES	7
ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE	7
ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE	8
ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	8
ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS	10
ARTICLE 15 : EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES	10
ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHE	10
ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES	10
ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION	11
ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES	11
ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS	11
CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES	13
ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR	1
ANNEXE II : MODELE CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE	1
ANNEXE III : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT	2
ANNEXE IV : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)-lot1	4

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent règlement concerne la consultation relative au projet : **Entretien des bâtiments administratifs et techniques de l'Académie Internationale Mohammed VI de l'Aviation Civile**

ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage est l'Office National des Aéroports (ONDA).

ARTICLE 3 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Peuvent valablement participer et être attributaires des marchés publics de l'ONDA, dans le cadre des procédures prévues par le présent règlement de consultation, les personnes physiques ou morales qui répondent aux conditions de l'article 24 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres comprend :

01. L'avis d'appel d'offres ;
02. Le présent règlement de consultation ;
03. Le cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
04. Le modèle d'acte d'engagement ;
05. Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
06. Le modèle du bordereau des prix-détails estimatifs ;
07. Le modèle du bordereau des prix pour approvisionnements, le cas échéant ;
08. Le modèle du sous détail des prix, le cas échéant ;
09. Les plans et documents techniques, le cas échéant.
10. Le règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports, approuvé le 09 juillet 2014, téléchargeable sur le site de l'ONDA à l'adresse suivante : <http://www.onda.ma/Je-suis-Professionnel/Appels-d'offres/Règlementation-des-marchés-de-l'ONDA> ;

NB : Tout concurrent est tenu de prendre connaissance et d'examiner toutes les instructions, modèles et spécifications contenues dans les documents de la consultation.

Le concurrent assumera les risques de défaut de fourniture des renseignements exigés par les documents de la consultation ou de la présentation d'une offre non conforme, au regard, des exigences des documents de la consultation. Ces carences peuvent entraîner le rejet de son offre.

ARTICLE 5 : LANGUE DE L'OFFRE

L'offre préparée par le concurrent ainsi que toute correspondance et tout document concernant l'offre échangés entre le concurrent et l'ONDA doivent être rédigés en **LANGUE FRANÇAISE**.

Tout document imprimé fourni par le candidat peut être rédigé en une autre langue dès lors qu'il est accompagné d'une traduction en langue française par une personne/autorité compétente, des passages intéressants l'offre. Dans ce cas et aux fins de l'interprétation de l'offre, la traduction française fait foi.

Seules les offres techniques peuvent être fournies en **LANGUE ANGLAISE**. Toutefois, en cas de besoin la Commission des Appels d'Offres peut demander, au concurrent et aux frais de ce dernier, la traduction des documents constituant l'offre technique en langue Française.

ARTICLE 6 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIECES A FOURNIR

Conformément aux articles 25, 27, 28, 29 et 30 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur, chaque concurrent est tenu de présenter les pièces suivantes :

A. Le dossier administratif : Pièces exigées

Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- A1. Une déclaration sur l'honneur**, en un exemplaire unique, conformément au modèle joint au présent règlement de consultation.
- A2.** L'original du récépissé du **cautionnement provisoire** ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, tel que précisé au niveau de l'avis d'appel d'offres ; **Pour les groupements**, l'attestation de la caution personnelle et solidaire doit être conforme à l'**ANNEXE II** tel que défini à l'article **07** du présent règlement de consultation.
- A3.** Pour les groupements, en plus des pièces citées ci-dessus, une copie légalisée de la **convention constitutive du groupement** prévue à l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur ;

Pour les établissements publics :

- A1. Une déclaration sur l'honneur**, en un exemplaire unique, conformément au modèle joint au présent règlement de consultation.
- A2. Une copie du texte** l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché ;
- A3.** L'original du récépissé du **cautionnement provisoire** ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu ; **Pour les groupements**, le cautionnement doit être conforme à l'**ANNEXE II** tel que défini à l'article 07 du présent règlement de consultation.
- A4.** Pour les groupements, en plus des pièces citées ci-dessus, une copie légalisée de la **convention constitutive du groupement** prévue à l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur ;

B. Le complément du dossier administratif : Pièces exigées

Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur :

- B1. Les pièces justifiant les pouvoirs** conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
 - S'il s'agit d'une **personne physique** agissant pour son propre compte :
 - Aucune pièce n'est exigée ;
 - S'il s'agit d'un **représentant**, celui-ci doit présenter selon le cas :

- Une copie conforme de la procuration **légalisée** lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
- Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
- L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

B2. Une attestation fiscale ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du **règlement des marchés de l'ONDA en vigueur**. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé;

B3. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (**CNSS**) certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

NB : La validité des pièces prévues aux B2) et B3) ci-dessus est appréciée sur la base de leur date de production par rapport de la date du dépôt du complément administratif (cf. paragraphe 5 de l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA).

B4. Le certificat d'immatriculation au **registre de commerce** pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur;

NB : Pour les concurrents non installés au Maroc l'équivalent des attestations visées aux paragraphes **B2**, **B3** et **B4** ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

Pour les établissements publics :

B1. Une attestation fiscale ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur. Cette attestation, qui n'est exigée que pour les organismes soumis au régime de la fiscalité, doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

B2. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de Sécurité Sociale (**CNSS**) certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 ci-dessus ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 Jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

NB : La validité des pièces prévues aux **B1** et **B2** ci-dessus est appréciée sur la base de leur date de production par rapport de la date du dépôt du complément administratif (cf. paragraphe 5 de l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA).

C. Le dossier technique :

Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier technique composé des pièces détaillées dans les dispositions particulières ci-dessous (chapitre 2 du présent règlement de consultation).

Lorsqu'il est prévu, au niveau des dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de consultation), la présentation d'un certificat de qualification et de classification ou d'un certificat d'agrément. Ledit certificat tient lieu du dossier technique.

Pour les groupements, il y a lieu de se conformer aux dispositions de l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur relatives au dossier technique.

D. Le dossier additif :

Il comprend toutes pièces complémentaires exigées par le présent règlement de consultation tel que détaillé dans les dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de consultation).

E. Le cahier des prescriptions spéciales :

Paraphé et signé, en toutes les pages et sans réserves, par le concurrent ou la personne habilitée par lui à cet effet.

ARTICLE 7 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE

Chaque concurrent est tenu de produire un cautionnement provisoire, par un organisme marocain agréé, tel qu'indiqué sur l'avis d'appel d'offres, conformément au modèle en **ANNEXE II** du présent règlement de consultation.

NB : Le cautionnement ne doit pas être limité dans le temps, ni comporter des conditions et/ou réserves de la part de la banque et/ou du soumissionnaire.

En cas de groupement, le cautionnement provisoire peut être souscrit sous l'une des formes suivantes :

1. Au nom collectif du groupement ;
2. Par un ou plusieurs membres du groupement pour la totalité du cautionnement ;
3. En partie par chaque membre du groupement de telle sorte que le montant du cautionnement soit souscrit en totalité.

NB : Dans les cas prévus aux 2) et 3) ci-dessus, **le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire** en tenant lieu **doivent préciser la mention suivante :**

« Le présent cautionnement est délivré dans le cadre d'un groupement et, en cas de défaillance, le montant dudit cautionnement reste acquis au maître d'ouvrage abstraction faite du membre défaillant »

Le cautionnement provisoire reste acquis à l'ONDA dans les cas prévus par :

- L'article 15 du CCAG EMO ;
- L'article 18 du CCAG Travaux ;
- L'article 40 du règlement des marchés publics de l'ONDA.

ARTICLE 8 : OFFRES TECHNIQUES

Lorsque la présentation d'une offre technique est exigée conformément à l'article 28 du règlement des marchés de l'ONDA, les concurrents doivent fournir les pièces détaillées dans les dispositions particulières (**cf. chapitre 2 du présent règlement de la consultation**).

ARTICLE 9 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES

Les offres variantes ne sont pas prévues pour le présent appel d'offres.

ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE

L'offre financière comprend :

1. L'acte d'engagement, conformément à l'**ANNEXE III**, en un seul exemplaire.

Cet acte d'engagement doit être dûment rempli, et comportant **le relevé d'identité bancaire (RIB)**, est signé par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'un même représentant puisse représenter plus d'un concurrent à la fois pour le même appel d'offres.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 140 du règlement des marchés publics de l'ONDA, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de **procurations légalisées** pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

Cette dernière disposition est applicable également **s'il s'agit d'un appel d'offres alloti** dont le règlement de consultation prévoit un acte d'engagement pour chaque lot ; Abstraction faite de la répartition des lots entre les membres du groupement, qu'il soit conjoint ou solidaire.

Si le groupement est conjoint, il doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et **doit préciser** la ou les parties des prestations que chacun des membres du groupement conjoint s'engage à réaliser.

Si le groupement est solidaire, il doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser, cet acte d'engagement **peut**, le cas échéant, indiquer les prestations que chacun des membres s'engage à réaliser dans le cadre dudit marché

NB : Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en **chiffres** et en toutes **lettres**.

2. Le bordereau des prix-détail estimatif, conformément à l'**ANNEXE IV**. Les concurrents **ne doivent** pas proposer plusieurs prix en monnaies différentes pour une même ligne figurant au niveau du bordereau des prix-détail estimatif.

Conformément à l'article 27 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur :

- Les prix unitaires du bordereau des prix, du détail estimatif et ceux du bordereau des prix-détail estimatif et les prix forfaitaires du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global **doivent être libellés en chiffres**.
- En cas de discordance entre les prix unitaires du bordereau des prix et ceux du détail estimatif, les prix du bordereau des prix prévalent.
- En cas de discordance entre les montants totaux du bordereau du prix global et ceux de la décomposition du montant global, le montant total la décomposition du montant global prévaut.
- Les montants totaux du bordereau des prix-détail estimatif, du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global **doivent être libellés en chiffres**.
- En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du détail estimatif, du bordereau des prix-détail estimatif ou du bordereau du prix global, selon le cas, le montant de ces derniers documents est tenu pour bons pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

3. Le sous détail des prix, le cas échéant.

4. Le bordereau des prix pour approvisionnements, lorsqu'il est prévu par le cahier de prescriptions spéciales.

ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE

Les offres financières doivent être exprimées, en Dirhams marocains (**MAD**). Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, son offre peut être exprimée strictement dans la(es) monnaie(s) suivante(s) :

- **MAD** : Dirhams marocains
- **EUR** : Euros
- **USD** : Dollars américains

Les offres exprimées en monnaies étrangères (EUR/USD) seront, pour les besoins d'évaluation et de comparaison, converties en Dirham. Cette conversion s'effectue sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur, du premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis, donné par Bank Al-Maghrib.

NB : Les concurrents ne doivent pas proposer plusieurs prix en monnaies différentes pour une même ligne figurant au niveau du bordereau des prix-détail estimatif.

ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Le dossier à présenter par chaque concurrent est mis dans **un pli fermé** portant les mentions suivantes :

- | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none">- Le nom et l'adresse du concurrent ;- L'objet du marché et, éventuellement, l'indication du ou des lots en cas de marché alloti;- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;- L'avertissement que "le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis". |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

Ce pli contient :

1. **Lorsque l'offre technique n'est pas exigée, Deux (02) enveloppes** distinctes :

- a. **La première enveloppe** doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**dossiers administratif et technique**", contient :
 1. Les pièces du **dossier administratif** (Article 6 § A);
 2. Les pièces du **dossier technique** (Article 6 § C) ;
 3. Les pièces du **dossier additif** (Article 6 § D), le cas échéant ;
 4. Le **cahier des prescriptions spéciales** (Article 6 § E).
 - b. **La deuxième enveloppe** contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**offre financière**" ;
2. **Lorsque l'offre technique est exigée, Trois (03) enveloppes** distinctes :
- a. **La première enveloppe** doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**dossiers administratif et technique**", contient :
 1. Les pièces du **dossier administratif** (Article 6 § A);
 2. Les pièces du **dossier technique** (Article 6 § C) ;
 3. Les pièces du **dossier additif** (Article 6 § D), le cas échéant.
 4. Le **cahier des prescriptions spéciales** (Article 6 § E).
 - b. **La deuxième enveloppe** contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**offre financière**" ;
 - c. **La troisième enveloppe** contient l'offre technique. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**offre technique**".

Toutes les **enveloppes** visées ci-dessus doivent indiquer de manière apparente :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché et, le cas échéant, l'indication du ou des lots concernés ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

NB : Lorsque l'**appel d'offres est alloté** :

- Le concurrent peut participer à un ou plusieurs lots ;
- Le concurrent doit présenter **les offres techniques et financières séparément pour chaque lot**.

ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS

1. Dépôt des échantillons, prospectus, notices ou autres documents techniques

Lorsque le dépôt d'échantillons et/ou la présentation de prospectus, notices ou autres documents techniques est exigé, conformément à l'article 34 du règlement des marchés de l'ONDA, les concurrents doivent déposer les échantillons/documents détaillés dans les dispositions particulières (cf. chapitre 2 du présent règlement de la consultation), dans les conditions fixées au niveau de l'avis d'appel d'offres.

2. Dépôt des plis

Les plis des concurrents doivent être déposés dans les conditions fixées dans l'avis d'appel d'offres du présent dossier d'appel d'offres.

3. Dépôt des plis complémentaires

Le pli contenant les pièces produites par le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, suite à la lettre de la commission d'appel d'offres, doit être soit déposé,

contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans cette lettre, soit envoyé, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité. Les plis déposés ou reçus postérieurement au délai fixé dans cette lettre **ne sont pas admis**.

ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS

Tout pli, échantillon, document technique, prospectus ou autre document déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité et adressée au maître d'ouvrage.

Les concurrents ayant retiré leurs plis, échantillons, documents techniques, prospectus ou autres documents peuvent les présenter de nouveau dans les conditions prévues par le présent règlement de consultation.

ARTICLE 15 : EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES

Les offres des concurrents sont examinées et évaluées dans les conditions fixées, notamment, dans articles **36, 37, 38, 39, 40, 41 et 42** du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

Lorsqu'il s'agit d'un appel d'offres alloti, la commission procède pour l'attribution des lots à l'ouverture, l'examen des offres de chaque lot et l'attribution des lots, lot par lot, dans l'ordre de leur énumération dans le dossier d'appel d'offres.

L'adjudication d'un lot n'est pas conditionnée par l'adjudication de l'un ou des autres lots quelle que soit leur énumération dans le dossier d'appel d'offres, sauf stipulations contraires dans les dispositions particulière du présent règlement de consultation. Par conséquent, l'ouverture des plis d'un lot peut être effectuée par la commission même si le lot précédent dans l'appel d'offres n'est pas encore adjugé.

ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Les critères d'admissibilité des concurrents sont détaillés dans les dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de la consultation).

ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES

Le maître d'ouvrage informe le concurrent attributaire du marché de l'acceptation de son offre par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine. Cette lettre est adressée dans un délai de cinq (05) jours ouvrables au maximum à compter du lendemain de la date d'achèvement des travaux de la commission.

Dans le même délai, il avise également les concurrents éliminés du rejet de leurs offres, en leur indiquant les motifs de leur éviction, par **lettre recommandée avec accusé de réception** ou par **fax confirmé** ou par **tout autre moyen de communication donnant date certaine**. Cette lettre peut être accompagnée des pièces de leurs dossiers.

Les échantillons ou prototypes, le cas échéant, ils sont restitués, après achèvement du délai de réclamation auprès du maître d'ouvrage, aux concurrents éliminés contre décharge.

ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Ce délai peut être prorogé dans les conditions prévues aux articles 33 et 136 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

Toutefois, la signature du marché par l'attributaire vaut le maintien de son offre.

ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES

L'autorité compétente (ONDA) peut, sans de ce fait encourir aucune responsabilité à l'égard des concurrents et quel que soit le stade de la procédure pour la conclusion du marché, annuler l'appel d'offres. Cette annulation intervient dans les cas suivants :

1. Lorsque les données économiques ou techniques des prestations objet de l'appel d'offres ont été fondamentalement modifiées ;
2. Lorsque des circonstances exceptionnelles ne permettent pas d'assurer l'exécution normale du marché ;
3. Lorsque les offres reçues dépassent les crédits budgétaires alloués au marché ;
4. Lorsqu'un vice de procédure a été décelé ;
5. En cas de réclamation fondée d'un concurrent **sous réserve** des dispositions de l'article 152 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur;

En cas d'annulation d'un appel d'offres dans les conditions prévues ci-dessus, les concurrents ou l'attributaire du marché ne peuvent prétendre à indemnité.

ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, **par courrier** porté avec accusé de réception, **par lettre recommandée** avec accusé de réception ou par **voie électronique** de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents, **exclusivement**, aux coordonnées suivantes :



Adresse : Département des Achats
Office National des Aéroports
Aéroport Mohammed V – Nouasseur



Boîte postale : BP 52, Aéroport Mohammed V – Nouasseur



E-mail : achats@onda.ma

NB : Cette demande **n'est recevable que** si elle parvient au maître d'ouvrage au moins **sept (7) jours** avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Les réclamations des concurrents doivent être formulées dans les conditions fixées par l'article 152 du règlement des marchés publics de l'ONDA.

En effet, les réclamations des concurrents doivent être introduites **à partir de la date de la publication** de l'avis d'appel à la concurrence et **au plus tard cinq (05) jours** après l'affichage du résultat du présent appel d'offres.

Toutefois, la réclamation du concurrent pour contester les motifs d'éviction, doit intervenir **à compter de la date de réception** de la lettre d'éviction et **au plus tard dans les cinq (05) jours suivants**.

CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES

Article 1 : Objet de l'appel d'offres

Entretien des bâtiments administratifs et techniques de l'Académie Internationale Mohammed VI de l'Aviation Civile

Article 06 § C : Liste des pièces exigées pour le dossier technique

Pour les concurrents résidents au Maroc:

il est exigé des concurrents, la production de la copie certifiée conforme à l'original des certificats de qualification et de classification dans les secteurs, classes et qualifications suivants :

Secteur	Qualification	Classe
A	A2	5

Pour les concurrents non-résidents au Maroc dispensés du certificat de qualification et de classification :

C1. Une note indiquant **les moyens humains et techniques** du concurrent et mentionnant éventuellement,

- La date,
- Le lieu,
- La nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.

C2. Fournir **les attestations de référence originales** ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté les prestations objet desdites attestations. Chaque attestation précise notamment :

- La nature des prestations ;
- Leur montant ;
- Le nom et la qualité du signataire et son appréciation.
- L'année de réalisation (**Durant les cinq dernières années**);

Article 06 § D : Liste des pièces exigées pour le dossier additif

Aucun dossier additif n'est exigé.

Article 08 : Liste des pièces exigées pour l'offre technique

Aucune offre technique n'est exigée.

Article 16 : Critères d'admissibilité des concurrents et d'attribution du marché

Le seul critère d'attribution, après admission, est l'**offre la moins-disante**.

ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

Déclaration sur l'honneur

- Référence de l'appel d'offres : **125/18/AOO**
- Mode de passation : **Appel d'offres Ouvert**
- Objet du marché : **Entretien des bâtiments administratifs et techniques de l'Académie Internationale Mohammed VI de l'Aviation Civile**

A – Si le concurrent est une personne physique

Je, soussigné :(prénom, nom et qualité)
 Numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

- Adresse du domicile élu :
- Affilié à la CNSS sous le n° : (1)
- Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le n° (1)
- N° de patente..... (1)
- N° du compte courant postal/bancaire ou à la TGR.....(RIB)

B - Si le concurrent est une personnes morale

Je, soussigné(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)
 numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

- Agissant au nom et pour le compte de..... (raison sociale et forme juridique de la société) au capital de :
- Adresse du siège social de la société :
- Adresse du domicile élu.....
- Affiliée à la CNSS sous le n°.....(1)
- Inscrite au registre du commerce.....localité) sous le n°.....(1)
- N° de patente.....(1)
- N° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR.....(RIB)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés déclare sur l'honneur :

- 1) M'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
- 2) Que je remplit les conditions prévues à l'article 24 du règlement des marchés publics de l'ONDA ;
- 3) Étant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (2) ;
- 4) M'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
 - a) A m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 24 du règlement des marchés publics de l'ONDA ;
 - b) Que celle-ci ne peut dépasser 50 % du montant du marché, ni porter sur les prestations constituant le lot ou le corps d'état principal prévues dans le cahier des prescriptions spéciales, ni sur celles que le maître d'ouvrage a prévu dans ledit cahier ;
- 5) M'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché.

- 6) M'engager à ne pas faire, par moi-même ou par personnes interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du présent marché.
- 7) Attester que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt tel que prévu à l'article 151 du règlement des marchés publics de l'ONDA.
- 8) Certifier l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature.
- 9) Reconnaître avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 142 du règlement des marchés publics de l'ONDA, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait à.....le.....

Signature et cachet du concurrent

(1) pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence aux documents équivalents lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine ou de provenance.

(2) à supprimer le cas échéant.

NB : Pour les groupements, chaque membre du groupement doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.

ANNEXE II : MODELE CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE

Constitution d'une caution personnelle et solidaire au titre du cautionnement provisoire

Nous soussignés, (**nom de la banque, raison sociale, domicile, tél et fax du siège social et de l'agence**), ayant décision d'agrément délivrée par le Ministre de l'Economie et des Finances **sous n°**..... ..en date du.....,

Représentée par : [**Nom(s), prénom(s) et qualité(s)**]

(Ci-après le « **Banque** ») Déclarons par le présent acte nous porter caution personnelle et solidaire sur ordre et pour :

- a) La société.....(Dénomination de la société) **(1)**
- b) La société.....(Dénomination de la société), **pour sa partie dans le groupement (1)**
- c) La société.....(Dénomination de la société) **pour le compte du Groupement de sociétés**.....(Dénominations des sociétés membres du groupement) **(1)**
- d) Le Groupement(Dénominations des sociétés membres du groupement) **(1)**
- e) Monsieur/Madame.....(Nom & Prénom de la **personne physique**) **(1)**

(Ci-après le « **Soumissionnaire** ») pour le montant du cautionnement provisoire de
(Montant en chiffres et en lettres), auquel est assujéti le soumissionnaire au profit de l'Office National Des Aéroports (ONDA) (Ci-après le « **Bénéficiaire** ») dans le cadre de l'appel d'offres ouvert n° 125/18/AOO relatif au Entretien des bâtiments administratifs et techniques de l'Académie Internationale Mohammed VI de l'Aviation Civile

(Ajouter le numéro et objet du lot, le cas échéant).

Nous nous engageons, par la présente, de façon inconditionnelle et irrévocable en qualité de Garant (la banque), à payer sans délai au Bénéficiaire, à sa première demande et sans s'opposer au paiement pour quelque motif que ce soit, toute somme que celui-ci pourrait réclamer au Débiteur à concurrence du montant sus-indiqué.

[En cas de défaillance d'un membre du Groupement, le montant dudit cautionnement reste acquis à l'ONDA abstraction faite du membre défaillant dudit Groupement] **(2)**.

La présente garantie est régie par le droit marocain et tous litiges relatifs à l'existence, la validité, l'interprétation ou l'exécution de la présente garantie seront soumis aux tribunaux compétents dans le ressort territorial de Casablanca (Maroc).

Fait à(ville)

le,.....(jj/mm/aaaa)

(1) Supprimer les paragraphes inutiles ;

(2) Mention à préciser obligatoirement en cas de groupement b), c) et d) ci-haut.

NB : Le cautionnement ne doit pas être limité dans le temps, ni comporter d'autres conditions et/ou réserves de la part de la banque ou du soumissionnaire.

ANNEXE III : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT

Acte d'engagement

Appel d'offres ouvert sur offres des prix n° 125/18/AOO du **mercredi 10 octobre 2018.**

A - Partie réservée à l'ONDA

Objet du marché : **Entretien des bâtiments administratifs et techniques de l'Académie Internationale Mohammed VI de l'Aviation Civile**

Passé en application des dispositions de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17 du règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports en vigueur.

B - Partie réservée au concurrent

a) Si le concurrent est une personne physique

Je, soussigné :(prénom, nom et qualité)
Numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

- Adresse du domicile élu :
- Affilié à la CNSS sous le n° : (2)
- Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le n° (2)
- N° de patente..... (2)

b) Si le concurrent est une personne morale

Je, soussigné(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)
numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

- Agissant au nom et pour le compte de..... (raison sociale et forme juridique de la société) au capital de :
- Adresse du siège social de la société :
- Adresse du domicile élu.....
- Affiliée à la CNSS sous le n°.....(2)
- Inscrite au registre du commerce.....localité) sous le n°.....(2)
- N° de patente.....(2)(3)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Après avoir pris connaissance du dossier de consultation concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

- Remets, revêtu (s) de ma signature un bordereau de prix, un détail estimatif et/ou la décomposition du montant global) établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier de consultation ;
- M'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir :

- Montant hors T.V.A. : (en chiffres et en lettres) ;
- Taux de la T.V.A. : **20%** ;
- Montant de la T.V.A. : (en chiffres et en lettres) ;
- Montant T.V.A. comprise : (en chiffres et en lettres).

L'Office National des Aéroports se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte (à la trésorerie générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à (localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro

Fait à.....le.....
(Signature et cachet du concurrent)

- 1) Lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :
 - a) Mettre : «Nous, soussignés..... nous obligeons conjointement/ou solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspondantes) ;
 - b) Ajouter l'alinéa suivant : « désignons..... (prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ».
 - c) **Préciser la ou les parties** des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à réaliser **pour le groupement conjoint** et éventuellement pour le groupement solidaire (optionnelle).
- 2) Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine, la référence à la déclaration délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.
- 3) Ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à cette obligation.

ANNEXE IV : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)

AO N° : 125/18/AOO

Objet : Entretien des bâtiments administratifs et techniques de l'Académie Internationale Mohammed VI de l'Aviation Civile

ITEMS	DESCRIPTION	UDM	Quantité	PU Hors TVA en chiffres	PT Hors TVA en chiffres
1	REVETEMENT SOL EN CARRELAGE	M ²	60		
2	FOURNITURE ET TRAVAUX MENUISERIE	M ²	20		
3	TRAVAUX DE PLATRE PLAFOND SIMPLE	M ²	300		
4	FOURNITURE ET TRAVAUX VERRE SIMPLE VITRAGE	M ²	20		
5	PEINTURE VINYLQUE SUR MURS ET PLAFOND	M ²	14000		
6	PEINTURE VINYLQUE SUR FAUX PLAFOND	M ²	1000		
7	PEINTURE LAQUEE SUR BOIS	M ²	100		
8	ETANCHEITE MULTICOUCHE	M ²	300		
9	FOURNITURE ET TRAVAUX METALLIQUE	M ²	20		
10	ENSEMBLE POIGNET	U	20		
11	ENSEMBLE POIGNET BEQUILLE	U	20		
12	PAUMELLE EN ALUMINIUM	U	20		
13	STORES VENITIENS	M ²	100		
14	STORES VERTICAUX	M ²	100		
15	SIPHON	U	20		
16	ABATTANT	U	50		
17	LAVABO A VASQUE	U	2		
18	MECANISME DE CHASSE	U	50		
19	MELANGEUR DE LAVABO	U	5		
20	PORTE PAPIER HYGIENIQUE	U	20		
21	ROBINET DE SERVICE 1/2	U	10		
22	KIT HYGIENE DOUCHETTE DE TOILETTE AVEC FLEXIBLE	U	24		
23	SECHE MAIN	U	9		
24	CABLE RESEAUX 4 PAIRES	ML	100		
25	Ampoule LED Standard	U	200		

26	Ampoule LED réflecteur R80	U	200		
27	Ampoule tube LED T8 ,18w	U	300		
28	Ampoule tube LED T8, 9w	U	50		
29	Ampoule LED spot MR16	U	50		
30	Ampoule fluo compacte 2G11 36w	U	30		
31	Douilles GU10 céramique	U	30		
32	Starter 4 à 22 w	U	100		
33	Starter 4 à 80 w	U	100		
34	LED DRIVER (13-18)	U	10		
35	LED DRIVER 20w	U	70		
36	LED DRIVER 22w	U	10		
37	LED Driver 50w	U	10		
38	LED Driver 12-20	U	10		
39	LED Driver 8-18	U	10		
40	Spot panel LED Rond 18w	U	120		
41	panel LED carré 50 w	U	10		
42	hublot LED plafonnier 22w	U	10		
43	Panel LED rectangulaire 1200X300	U	20		
44	Cadre d'intégration Plafond Panel 1200x300	U	20		
45	Panel LED rectangulaire 600X300	U	10		
46	Cadre d'intégration Plafond Panel 600x300	U	10		
47	Projecteur extérieur LED ,500W	U	20		
48	Câble électrique 3G2.5mm	ML	600		
49	Projecteur LED ,220W	U	10		
50	ASSISTANCE ET INTERVENTION TECHNIQUE MENSUELLE	FORFAIT	12		
Total Hors TVA					
TVA (20%)					
Total TVA comprise					

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS



CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Appel d'offres ouvert N° 125/18/AOO

**Entretien des bâtiments administratifs et
techniques de l'Académie Internationale
Mohammed VI de l'Aviation Civile**

Table des matières

CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES	5
ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHÉ	5
ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHÉ	5
ARTICLE 03 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER	5
ARTICLE 05 : RÉFÉRENCES AUX TEXTES GÉNÉRAUX	5
ARTICLE 06 : RESILIATION.....	6
ARTICLE 07 : DOMICILE DU PRESTATAIRE.....	6
ARTICLE 08 : RÉGLEMENT DES CONTESTATIONS	6
ARTICLE 09 : CAS DE FORCE MAJEURE	6
ARTICLE 10 : ENTRÉE EN VIGUEUR ET APPROBATION.....	6
ARTICLE 11 : NANTISSEMENT	6
ARTICLE 12 : DROIT APPLICABLE	7
CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES	8
ARTICLE 13 : MAÎTRE D'ŒUVRE	8
ARTICLE 14 : BREVETS	8
ARTICLE 15 : NORMES	8
ARTICLE 16 : NATURE DES PRESTATIONS ET RÉVISION DES PRIX.....	8
ARTICLE 17 : CAUTIONNEMENT DÉFINITIF – RETENUE DE GARANTIE.....	8
ARTICLE 18 : RÉCEPTION PROVISOIRE DES TRAVAUX	8
ARTICLE 19 : DÉLAI DE GARANTIE	9
ARTICLE 20 : RÉCEPTION DÉFINITIVE DES TRAVAUX	9
ARTICLE 21 : MODE DE PAIEMENT	9
ARTICLE 22 : SUJÉTIONS RESULTANT DE L'EXECUTION SIMULTANÉE DE TRAVAUX INTERESSANT LES DIFFÉRENTS CORPS D'ÉTAT ET ENTREPRENEUR VOISINS	9
ARTICLE 23 : DÉLAI D'EXECUTION ET LIEUX DE LIVRAISON	9
ARTICLE 24 : PÉNALITÉS POUR RETARD	9
ARTICLE 25 : CIRCULATION DU PERSONNEL	10
ARTICLE 26 : ORGANISATION ET POLICE DE CHANTIER	10
ARTICLE 27 : PRÉSENCE DE L'ENTREPRENEUR SUR LES LIEUX DES TRAVAUX.....	10
ARTICLE 28 : PROTECTION DU CHANTIER	10
ARTICLE 29 : MALFAÇONS.....	11
ARTICLE 30 : NETTOYAGE DU CHANTIER.	11
ARTICLE 31 : PRÉSCRIPTION COMMUNES.....	11
ARTICLE 32 : PRODUITS DE DÉMOLITION – ENLEVEMENT DES MATÉRIELS ET MATÉRIAUX SANS EMPLOI	11
ARTICLE 33 : CONSISTANCE DES FOURNITURES ET TRAVAUX	11
ARTICLE 34 : PRÉSCRIPTION TECHNIQUES.....	11
ARTICLE 35 : NORMES POUR TRAVAUX ÉLECTRIQUES	12
ARTICLE 36 : ESSAIS	14

ARTICLE 37 :	DELEGATION ET RENDEZ-VOUS DE CHANTIER	14
ARTICLE 38 :	MATERIEL ET MISE EN OEUVRE	14
ARTICLE 39 :	ECHANTILLONS	14
ARTICLE 40 :	DÉFINITION DES PRIX :	15

ENTRE :

L'OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS, désigné ci-après, par le sigle « O.N.D.A », représenté par son Directeur Général, faisant élection de domicile à l'Aéroport Mohammed V - Nouasseur.

d'une part

ET :

(Titulaire)

Faisant élection de domicile à

Inscrite au Registre de Commerce de

sous le n°

Affiliée à la CNSS sous le n°

Représentée par _____ en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés,

D'autre part,

CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES

ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet : **Entretien des bâtiments administratifs et techniques de l'Académie Internationale Mohammed VI de l'Aviation Civile**

Tel que décrits dans le Chapitre 2 (clauses techniques) du présent Cahier des Prescriptions Spéciales.

ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHÉ

Le présent marché est passé en application des dispositions de **l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17** du règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports en vigueur.

ARTICLE 03 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du présent marché sont :

- 1) L'acte d'engagement ;
- 2) Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
- 3) Le Bordereau Des Prix – Détail Estimatif : (BDP-DE) ;
- 4) Le CCAG-T ;

ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER

Les spécifications et les prescriptions techniques relatives aux prestations à réaliser sont contenues dans le présent marché, l'entrepreneur déclare :

- Avoir pris pleine connaissance de l'ensemble des prestations ;
- Avoir fait préciser tous points susceptibles de contestations ;
- Avoir fait tous calculs et sous détails ;
- N'avoir rien laissé au hasard pour déterminer le prix de chaque nature de prestations présentées par elle et pouvant donner lieu à discussion.
- Avoir apprécié toutes les difficultés qui pourraient se présenter lors de l'exécution des prestations objet du marché et pour lesquelles aucune réclamation ne sera prise en considération.

ARTICLE 05 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX

Le présent marché est soumis aux prescriptions relatives aux marchés publics notamment celles définies par :

- Le règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports approuvé le 09 Juillet 2014 et la décision de son amendement réf 01/RM/2015 du 02 avril 2015 ;
- Le décret N° 2-14-394 du 6 Chaabane 1437 (13 Mai 2016) approuvant le cahier des clauses administratives générales, applicables aux marchés de travaux exécutés pour le compte de l'Etat;
- Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi et les salaires de la main d'œuvre ;

- Les lois et règlements en vigueur au Maroc à la date de la signature du présent contrat.

Bien que non jointes au présent CPS, le titulaire est réputé connaître tous textes ou documents techniques applicables au présent marché. Le concurrent ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de toute la réglementation intéressant les prestations en question.

ARTICLE 06 : RESILIATION

Dans le cas où le titulaire aurait une activité insuffisante ou en cas de la non-exécution des clauses du présent marché, l'Office National Des Aéroports le mettrait en demeure de satisfaire à ses obligations, si la cause qui a provoqué la mise en demeure subsiste, le marché pourra être résilié sans aucune indemnité sous peine d'appliquer les mesures coercitives prévues par les articles 79 et 80 du CCAG-T.

L'ONDA se réserve le droit de résilier le marché dans le cas de modifications importantes ne pouvant être prises en charge dans le cadre du présent marché conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 07 : DOMICILE DU PRESTATAIRE

Le prestataire doit élire son domicile dans les conditions fixées par l'article 20 du CCAG-T.

ARTICLE 08 : REGLEMENT DES CONTESTATIONS

Tout litige entre l'Office National Des Aéroports et le prestataire sera soumis aux tribunaux de Casablanca statuant en matière administrative.

ARTICLE 09 : CAS DE FORCE MAJEURE

En cas de survenance d'un événement de force majeure, les dispositions applicables sont celles définies par l'article 47 du C.C.A.G.T.

ARTICLE 10 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION

L'entrée en vigueur du présent marché interviendra après son approbation par l'autorité compétente, le visa du Contrôleur d'Etat si le visa est requis et la notification au titulaire.

ARTICLE 11 : NANTISSEMENT

En cas de nantissement, les dispositions applicables sont celles prévues par la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le Dahir n°1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015).

En vue de l'établissement de l'acte de nantissement, le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché, sur demande et sans frais, une copie du marché portant la mention « EXEMPLAIRE UNIQUE » dûment signée et indiquant que ladite copie est délivrée en unique exemplaire destiné à former titre pour le nantissement du marché, et ce conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi n°112-13 susmentionnée.

Le responsable habilité à fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire du nantissement ou de subrogation les renseignements et les états prévus à l'article 8 de la loi n° 112-13 est le Directeur Général de l'ONDA.

Le Directeur Général de l'ONDA et le Trésorier Payeur de l'ONDA sont seuls habilités à effectuer les paiements au nom de l'ONDA entre les mains du bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 12 : DROIT APPLICABLE

Le marché sera interprété conformément au droit Marocain

CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES

N.B : Les éventuelles marques mentionnées dans le CPS sont données à titre indicatif, le prestataire peut les substituer par toute autre marque de nature équivalente ou supérieure.

ARTICLE 13 : MAITRE D'ŒUVRE

Le maître d'œuvre du présent marché est la **Direction de l'Académie Internationale Mohammed VI de l'Aviation Civile**.

ARTICLE 14 : BREVETS

Le titulaire garantira l'ONDA contre toute réclamation des tiers relative à la contrefaçon ou à l'exploitation non autorisée d'une marque commerciale ou de droit de création industrielle résultant de l'emploi des fournitures ou d'un de leurs éléments.

ARTICLE 15 : NORMES

Les fournitures livrées en exécution du présent marché seront conformes aux normes fixées aux prescriptions et spécifications techniques du présent marché et sinon seront conformes aux normes et prescription marocaine et internationales en la matière.

ARTICLE 16 : NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX

Le présent marché est un marché de **travaux** dont les prix seront révisibles selon la formule suivante :

$$P/P_o = [0.15 + 0.85 (BAT6/BAT6o)]$$

P : étant le montant hors taxes révisé des travaux

P_o : étant le montant initial hors taxes des travaux

P /P_o : étant le coefficient de révision des prix.

Bat6o : est la valeur de l'index global relatif au bâtiment TCE au mois de la date limite de remise des offres

Bat6 : est la valeur de l'index global relatif au bâtiment TCE du mois de la date de l'exigibilité de la révision.

ARTICLE 17 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF – RETENUE DE GARANTIE

a) Cautionnement : Le cautionnement définitif est fixé à Trois pour cent (3%) du montant initial du marché arrondi au dirham supérieur conformément aux dispositions de l'article 15 du C.C.A.G.T

b) Retenue de garantie : Les Dispositions relatives à la retenue de garantie telles que définies aux articles 16 et 64 du C.C.A.G.T sont seules applicables.

Toutes les cautions présentées sous forme de cautions personnelles et solidaires doivent être émises par un organisme marocain agréé.

ARTICLE 18 : RECEPTION PROVISOIRE DES TRAVAUX

La réception provisoire des travaux sera signée par les **responsables habilités de l'ONDA** conformément aux dispositions définies par l'article 73 du C.C.A.G.T.

ARTICLE 19 : DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est fixé à **douze mois (12)**. Durant la période de garantie, l'Entrepreneur est soumis aux dispositions arrêtées par l'article 75 du C.C.A.G.T

ARTICLE 20 : RECEPTION DEFINITIVE DES TRAVAUX

La réception définitive des travaux sera prononcée **douze mois (12)** après la date du procès-verbal de la réception provisoire et signée par les **responsables habilités de l'ONDA** conformément aux dispositions définies par l'article 76 du C.C.A.G.T.

ARTICLE 21 : MODE DE PAIEMENT

L'ONDA se libérera des sommes dues en exécution du présent marché en faisant donner crédit au compte ouvert au nom du prestataire indiqué sur l'acte d'engagement.

Les paiements des acomptes s'effectueront dans les conditions fixées par l'article 64 du CCAG.

Lorsque le règlement n'est pas prévu par lettre de crédit, le paiement des sommes dues est effectué dans un délai maximum de quatre-vingt-dix jours (90) à compter de la date de réception des prestations demandées sur présentation de factures en cinq exemplaires

ARTICLE 22 : SUJETIONS RESULTANT DE L'EXECUTION SIMULTANEE DE TRAVAUX INTERESSANT LES DIFFERENTS CORPS D'ETAT ET ENTREPRENEUR VOISINS

L'entrepreneur ne pourra présenter aucune réclamation en raison de l'exécution simultanée de travaux par d'autres corps d'état ou de gênes éventuelles qui pourraient en résulter pour ses propres travaux.

Il devra au contraire, faciliter, dans toute la mesure du possible, la tâche aux autres entreprises et faire tous ses efforts dans le sens d'une bonne coordination de l'ensemble des corps d'état.

L'entrepreneur ne pourra pas non plus présenter de réclamation pour les sujétions qui pourraient lui être imposées par l'exécution simultanée d'autres travaux dans le voisinage.

ARTICLE 23 : DELAI D'EXECUTION ET LIEU DE LIVRAISON

Le délai d'exécution du présent marché est de **Douze (12) mois** à compter de la date de l'ordre de service prescrivant le commencement des travaux.

Les travaux seront exécutés au niveau du siège de l'Académie Internationale Mohammed de l'Aviation Civile;

ARTICLE 24 : PENALITES POUR RETARD

A défaut par l'Entrepreneur d'avoir exécuté à temps le marché ou d'avoir respecté tout planning ou délai prévu par le présent marché, il lui sera appliqué sans préjudice de l'application des mesures prévues par les articles 79 et 80 du CCAGT, une pénalité de **cinq pour mille (5 ‰)** du montant initial du marché, éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux, par jour de retard,

- 1- **En cas de retard dans l'exécution des travaux :** Par application de l'article 65 du CCAGT la pénalité est plafonnée à huit pour Cent (8 %) du montant du marché,

éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux ; au-delà de ce plafond, l'O.N.D.A. se réserve le droit de procéder à la résiliation du marché sans préjudice des mesures coercitives prévues par les articles 79 et 80 C.C.A.G.T.

- 2- **En cas de retard dans la remise des documents ou rapports :** Par application de l'article 66 du CCAGT la pénalité est plafonnée à deux pour Cent (2 %) du montant du marché éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux.

Les sommes concernant les pénalités seront déduites des décomptes de l'entrepreneur sans qu'il ne soit nécessaire d'une mise en demeure préalable.

ARTICLE 25 : CIRCULATION DU PERSONNEL

Le prestataire du marché devra remettre à l'O.N.D.A. la liste nominative du personnel ainsi que les renseignements nécessaires.

Le personnel du prestataire devra se confiner dans l'emplacement désigner pour l'exécution des travaux d'entretien et ne devra pas pénétrer ni circuler sous quelque prétexte que ce soit dans les autres parties de l'AIAC.

L'Entrepreneur sera tenu de respecter les règles de protection du secret, d'exécuter les avis et de soumettre tout son personnel au contrôle du service de sécurité de l'AIAC.

Dix jours (10 j) calendaires à dater du lendemain de la notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux et avant tout commencement, il devra remettre au service de sécurité de l'AIAC les demandes d'enquêtes réglementaires pour son personnel de direction et la liste du personnel pour contrôle.

En outre, l'Entrepreneur est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution et documents divers qui lui seront remis par l'Office National Des Aéroports, en vue de l'exécution des travaux ou pour toutes autres causes.

L'Entrepreneur devra conserver le secret absolu non seulement sur l'ensemble des documents qui lui seront communiqués, mais aussi sur les faits ou renseignements, qui seraient occasionnellement portés à sa connaissance en raison de l'exécution des travaux.

ARTICLE 26 : ORGANISATION ET POLICE DE CHANTIER

L'entrepreneur est tenu de respecter les consignes et ordres qui lui sont donnés par le maître d'ouvrage pour la police de chantier ; il assure à ses frais l'exécution des mesures prescrites par les autorités compétentes et demeure responsable de tous les dommages résultant du mode d'organisation du chantier et ce conformément à l'article 28 du C.C.A.G.T

ARTICLE 27 : PRESENCE DE L'ENTREPRENEUR SUR LES LIEUX DES TRAVAUX

En ce qui concerne la présence de l'Entrepreneur sur les lieux des travaux, celui-ci doit se conformer aux conditions fixées par l'article 21 du C.C.A.G.T

ARTICLE 28 : PROTECTION DU CHANTIER

Le prestataire doit garantir les matériaux, matériels, installations, fournitures, outillages et ouvrages contre les dégradations qu'ils pourraient subir notamment du fait des intempéries

ou remplacer à leur frais les ouvrages qui auraient été endommagés, quelque que soit la cause du dégât et, sauf recours éventuel contre les tiers responsables, le maître d'ouvrage reste en tout état de cause complètement étranger à toute contestation ou répartition des dépenses qui en résultent.

Si les travaux viennent à être interrompus pour quelque cause que ce soit, Le prestataire doit protéger le chantier et les ouvrages réalisés contre les dégâts qu'ils pourraient subir et les dommages qu'ils pourraient occasionner, sans frais supplémentaires pour le maître d'ouvrage.

ARTICLE 29 : MALFAÇONS.

Si des malfaçons venaient à être décelées, les travaux seront refaits à la charge du prestataire.

ARTICLE 30 : NETTOYAGE DU CHANTIER.

Le prestataire devra évacuer régulièrement des locaux où il travaille, des gravats ou débris qui sont le fait de ses activités.

Aucune personne ne doit habiter les locaux du projet.

ARTICLE 31 : PRESCRIPTION COMMUNES

Le prestataire devra soumettre à la validation de l'ONDA dans un délai de Quinze jours (15 j) calendaires à dater de l'ordre de service de commencement des travaux un échantillon de chaque espèce de matériaux ou de fourniture qu'il se propose d'employer ainsi que sa provenance. Il ne pourra mettre en œuvre ces matériaux qu'après acceptation de l'O.N.D.A.

ARTICLE 32 : PRODUITS DE DEMOLITION – ENLEVEMENT DES MATERIELS ET MATERIAUX SANS EMPLOI

Le prestataire devra, à ses frais, évacuer à la décharge publique, les matériaux et gravois de toutes natures, emballage, etc. ...

ARTICLE 33 : CONSISTANCE DES FOURNITURES ET TRAVAUX

- Revêtement Toiture, Mur et Sol.
- Aménagement.
- Menuiserie, bois, aluminium et ferronnerie
- Electricité
- peinture
- Faux plafond et faux plancher
- Plomberie et sanitaire

ARTICLE 34 : PRESCRIPTION TECHNIQUES

PROVENANCE DES MATERIAUX

Tous les matériaux, matières et produits utilisés dans la construction des ouvrages proviendront de carrières ou d'usines agréées par le Maître d'ouvrage. L'Entrepreneur

ne peut, en aucun cas, se prévaloir de l'éviction par le Maître d'ouvrage de fournisseurs ou sous-traitants pour demander une majoration quelconque sur le prix de la fourniture. Chaque espèce de matériaux doit satisfaire aux normes marocaines en vigueur à la signature du Marché ou, à défaut, aux normes AFNOR ou, à défaut, aux règles de l'art usuelles, dont certaines sont rappelées où précisées dans les présentes spécifications. Le Maître d'ouvrage peut effectuer tous les essais qu'il estime nécessaires pour vérifier que les matériaux ou les produits utilisés sont conformes aux spécifications imposées. L'Entrepreneur est tenu d'éloigner du chantier, à ses frais, en un lieu agréé par le Maître d'ouvrage les matériaux ne satisfaisant pas aux conditions ci-dessus. Le Maître d'ouvrage est seul compétent pour juger de la qualité des matériaux et décider de leur lieu d'emploi. En particulier le lieu de provenance des matériaux ne peut en aucune façon laisser préjuger de leur qualité.

Les peintures des murs et menuiseries seront passées suivant le mode d'emploi de la spécialité employée, et dont copie et analyse ainsi que références devront être remises à l'ingénieur.

Les châssis et menuiseries métalliques recevront une couche de minimum de plomb et trois couches de peinture.

L'entrepreneur sera soumis, sans restriction aux articles 68, 69, 70, 71, 173 et 174 du devis général d'architecture.

Au cas où après application des couches prescrites, certaines surfaces ne présenteraient pas une teinte uniforme (parties mates ou traces de pinceaux), l'entrepreneur devra à ses frais, appliquer les couches de peinture supplémentaires nécessaires à la finition parfaite des surfaces peintes.

ACIERS POUR FERONNERIE.

Les produits sidérurgiques et produits dérivés semi-finis destinés à la confection des menuiseries métalliques et des ferronneries sont conformes aux spécifications des articles correspondants du chapitre VIII du titre II du D.G.A. et des normes marocaines de la série 01.

Les aciers pour ferronnerie seront des aciers thomas de qualité soudable, de nuance E24 et présenteront les caractéristiques suivantes :

- Limite élasticité garantie: $> 24 \text{ Kg/mm}^2$,
- Contrainte admissible en traction ou en compression simple $> 16 \text{ kg/mm}^2$,
- Contrainte admissible au cisaillement simple $> 10,4 \text{ Kg/mm}^2$
- Allongement à la rupture $> 20 \%$

ARTICLE 35 : NORMES POUR TRAVAUX ELECTRIQUES

Toutes les installations seront exécutées selon les règles de l'art, en respectant notamment :

Les normes marocaines concernant les règles techniques des installations de branchements de première catégorie comprises entre le réseau de distribution et l'origine des installations intérieures.

Les normes marocaines concernant l'exécution et l'entretien des installations de première catégorie.

Le cahier des charges applicables aux installations électriques des bâtiments édités par le C S T B du D T U cahier N° 70-1.

Les prescriptions de la norme française NF C 15-100 traitant de l'exécution et de l'entretien des installations électriques de premières catégories et de ses additifs en vigueur au jour de l'adjudication.

La réglementation : la Norme NF C 17 200 et ses implications – le fascicule 36 du CCTG

Les prescriptions de la norme U.T.E. C 14-100 du 11 avril 1962 et ses additifs, traitant de l'exécution des installations électriques comprises entre la distribution publique d'énergie électrique et l'installation intérieure de première catégorie-règles.

Les prescriptions de la norme C 13-100 relative à l'établissement des postes d'abonnés établis dans un bâtiment et raccordés à un réseau de distribution de 2ème catégorie.

Les prescriptions des textes officiels relatifs aux conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique UTE C 11-100 (décret du 30 avril 1958 et ses additifs).

Les prescriptions des textes officiels relatifs à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (J.O.) UTE C 12-200 (décret du 13 août 1954 et ses additifs).

Les prescriptions du décret du 14 novembre 1962 et ses additifs relatifs à la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques pour tous les cas où ledit décret est applicable (C.12.100).

Les normalisations, spécifications et règles techniques établies par l'UTE dernières éditions en vigueur concernant notamment l'appareillage en général, les conducteurs, les moulures et conduites, les mesures de protection contre la mise sous tension accidentelle des masses métallique, etc... les normes et publications auxquelles il est fait référence dans l'annexe de la norme UTE C 15-100.

Les normalisations, spécifications, règles techniques concernant les installations téléphoniques et télégraphiques.

Les décrets, circulaires ministérielles et règlements divers en vigueur au Maroc, en particulier à l'arrêté du Ministère des Travaux Publics N° 350-67 du 15 juillet 1967 et à l'arrêté viziriel du 28 juin 1938.

Les arrêtes du 11 février 1963 fixant les conditions d'essais de résistance au feu des conducteurs et câbles électriques isolés pour éclairage de sécurité.

Arrêtes du 9 février 1968 fixant les méthodes de la conductibilité du sol des salles d'opérations et des salles d'anesthésie des établissements sanitaires publics ou privés.

Arrête du 28 février 1968 fixant les prescriptions et essais auxquels doivent satisfaire les blocs autonomes d'éclairage de sécurité à lampes à incandescence utilisées dans les établissements recevant du public.

Les prescriptions des présents cahiers des Spécifications Techniques Générales (S.T.G.) et Détaillées (S.T.D).

Les prescriptions imposées par le distributeur local de l'énergie électrique.

L'application de ces documents auxquels les installations susvisées peuvent être tenues de satisfaire, ne dispense pas de respecter les prescriptions, règles, circulaires et décrets administratifs, tant généraux, que particuliers ou locaux, ainsi que tous les textes officiels complétant ou modifiant les pièces dont il est fait état, qui seront publiés postérieurement à l'élaboration du présent cahier des clauses techniques.

En cas de contradiction entre les divers règlements et normes françaises et les règlements et les normes marocaines éditées ou en cours d'édition, ce sont les indications préconisées par ces derniers qui seront applicables.

ARTICLE 36 : ESSAIS

Les essais sur chantier seront réalisés conformément aux prescriptions du présent document et aux normes et règlements en vigueur pour chaque sous-système. Ces procédures seront définies avec L'ONDA. Les essais que l'entreprise aura à réaliser comportent deux phases :

- Essais réalisés en continuité par l'entreprise. (Autocontrôle)
- Essais de recettes préalables réalisés en présence de l'ONDA et du titulaire.

Les tests seront effectués sur les différents axes suivants :

Contrôle visuel : Celui-ci consiste à déceler les éventuelles anomalies de l'installation

- Contrôles fonctionnels : Il s'agit ici du test de chacune des fonctionnalités décrites dans le présent document.

Si les tests se rapportant un item donné ne sont pas concluants, l'entreprise procédera à sa charge à son remplacement et/ou modification.

ARTICLE 37 : DELEGATION ET RENDEZ-VOUS DE CHANTIER

L'Entrepreneur devra, dans un délai de huit (8) jours à dater du lendemain du jour de la notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux, faire connaître par écrit la personne qui, en son absence, sera habilitée à le remplacer lors des rendez-vous de chantier et à signer les attachements.

Ces rendez-vous se tiendront sur les lieux, aux jours et heures indiqués par ordre de service. La périodicité de ces rendez-vous est laissée à la diligence du maître d'ouvrage. L'Entrepreneur ou son représentant sera tenu d'assister à chacune de ces réunions.

ARTICLE 38 : MATERIEL ET MISE EN OEUVRE

Les appareils seront neufs et de bonne qualité. Ils devront être conformes et la présentation d'un procès-verbal de conformité, délivré par un organisme habilité à cet effet, pourra être exigée.

Dans le cas où le matériel ne ferait pas l'objet d'une norme UTE, celui-ci devra présenter toutes les qualités de solidité, de durée, d'isolement et de bon fonctionnement désirable.

La présentation d'un procès-verbal d'essais, de référence, pourra être exigée. Dans tous les cas, l'entrepreneur devra, avant tout commencement d'approvisionnement, présenter un échantillonnage et un descriptif complet du matériel à mettre en œuvre et obtenir l'accord du maître de l'œuvre, notamment en ce qui concerne les appareils présentés comme équivalents à ceux spécifiés dans le devis descriptif technique.

L'entrepreneur ne pourra présenter aucune réclamation pour le refus d'un approvisionnement de matériel non agréé.

ARTICLE 39 : ECHANTILLONS

Des échantillons, prévus au présent cahier des charges, seront déposés par le prestataire préalablement à toute exécution.

Le fait que le prestataire dépose avant chaque exécution ces échantillons équivaut à l'engagement par lui d'exécuter tous ces ouvrages conformément aux échantillons

validés.

ARTICLE 40 : DÉFINITION DES PRIX :

Les prix sont définis conformément aux dispositions de l'article 53 du CCAGT.

PRIX N°1 : REVETEMENT SOL EN CARRELAGE

Ce prix rémunère au mètre carré la dépose éventuellement de l'existant la fourniture et pose d'un carrelage similaire à l'existant.

Ouvrage payé au mètre carré au prix n°.....1

PRIX N°2 : FOURNITURE ET TRAVAUX MENUISERIE

Ce prix rémunère au mètre carré la fourniture et le montage des portes des fenêtres et des structures en bois équivalent en qualité et en décor à l'existant.

Ouvrage payé au mètre carré y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°.....2

PRIX N°3 : TRAVAUX DE PLATRE PLAFOND SIMPLE

Ce prix rémunère au mètre carré les travaux de plâtre sur les plafonds équivalent en qualité et en décor à l'existant.

Le design et le décor doivent être validés par l'AIAC

Ouvrage payé au mètre carré y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°.....3

PRIX N°4 : FOURNITURE ET TRAVAUX VERRE SIMPLE VITRAGE

Ce prix rémunère au mètre carré la fourniture et le montage du verre simple vitrage équivalent en qualité et en décor à l'existant.

Ouvrage payé au mètre carré y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°.....4

PRIX N°5 : PEINTURE VINYLIQUE SUR MURS ET PLAFOND

Ce prix rémunère au mètre carré l'application de peinture vinylique sur murs et plafond. Elle sera exécutée comme suit :

- Travaux Préparatoires

Egrenage et époussetage.

- Impression

Application d'une couche d'impression universelle « FORMOPRIM » ou équivalent diluée à 10% au White Spirite

- Travaux d'enduisage

Rebouchage à l'enduit « ENDUIT TOUPRET C.B » ou équivalent.

- Finition

Application de 2 couches de la peinture émulsion mate "VINYLASTRAL" ou équivalent à 12 heures d'intervalle. Teinte au choix du Maître d'œuvre.

Une couche supplémentaire pourra être exigée si la couverture du support par la peinture n'est pas satisfaisante.

Ouvrage payé au mètre carré y/c toutes sujétions de bonne exécution au prix n°5

PRIX N°6 : PEINTURE VINYLIQUE SUR FAUX PLAFOND

Ce prix rémunère au mètre carré l'application de peinture vinylique sur faux plafonds en staff lisse. Elle sera exécutée comme suit :

- Travaux Préparatoires

Egrenage et époussetage.

- Impression

Application d'une couche d'impression universelle « FORMOPRIM » ou équivalent diluée à

10% au White Spirite

- Travaux d'enduisage

Rebouchage à l'enduit « ENDUIT TOUPRET C.B » ou équivalent.

- Finition

Application de 2 couches de la peinture émulsion mate "VINYLASTRAL" ou équivalent à 12 heures d'intervalle. Teinte au choix du Maître d'œuvre.

Une couche supplémentaire pourra être exigée si la couverture du support par la peinture n'est pas parfaite.

Ouvrage payé au mètre carré y/c toutes sujétions de bonne exécution au prix n°6

PRIX N°7 : PEINTURE LAQUEE SUR BOIS

Cette peinture glycérophthalique laquée brillante celluc 109 ou équivalent, teinte au choix du maître de l'ouvrage, sera exécutée comme suit :

- ✓ Brûlage des nœuds résineux
- ✓ Ponçage soigné du bois
- ✓ Protection des parties métalliques
- ✓ Application d'une couche d'impression
- ✓ Rebouchage et ratissage à l'enduit vinylique à séchage rapide
- ✓ Ratissage à l'enduit Glycéro-vinylique
- ✓ Egrenage et époussetage
- ✓ Application de deux couches de peinture glycérophthalique laquée Alkyde uréthane ou équivalent brillante "CELLUC 109 ou équivalent à 24 heures d'intervalle
- ✓ L'application d'une 3ème couche sera exigée si la couverture du support en peinture n'est pas parfaite.

Ouvrage payé au mètre carré au prix n°7

PRIX N°8 : ETANCHEITE MULTICOUCHE

Ce prix rémunère au mètre carré :

- La démolition de l'ancienne protection mécanique et évacuation des gravats à la décharge publique. Ce décapage doit être réalisé soigneusement de telle façon à ne pas abîmer l'ancien complexe d'étanchéité.

- Traitement des solins, relevés et joints de dilatation dans les règles de l'art.

- Application d'un complexe d'étanchéité composé de 3 couches de membranes : la première de 2 mm premier choix, la deuxième de 3 mm posées d'une façon perpendiculaire premier choix et la troisième une membrane granulée 40 ou équivalent.

- Réalisation d'une protection mécanique en dalots d'épaisseur de 5 cm avec création de joints qui seront traités dans les règles de l'art tout en respectant les pentes adéquates vers les descentes pluviales.

Les travaux seront exécutés quelque soit la surface ou la forme.

Ce prix comprend également l'étanchéité des solins et des relevés, le débouchage des descentes d'eau pluviales et remplacement de celles qui sont vétustes ainsi que la reprise des gargouilles et la mise en place des crapaudines de l'ensemble des descentes d'eau y/c.

Ouvrage payé au mètre carré au prix8

PRIX N°9 : FOURNITURE ET TRAVAUX METALLIQUE EN FER

Ce prix rémunère au mètre carré la fourniture et le montage des portes et des structures de séparation en fer équivalent en qualité et en décor de l'existant.

Ouvrage payé au mètre carré y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°9

PRIX N°10 : ENSEMBLE POIGNET

Ce prix rémunère à l'unité la dépose éventuelle de l'existant, la fourniture et pose d'un ensemble poignet de bonne qualité, une serrure et un canon et la remise en état de la boiserie détériorée. L'ensemble est à soumettre pour approbation du maître de l'ouvrage.

Ouvrage payé à l'unité au prix n°10

PRIX N°11 : ENSEMBLE POIGNET BEQUILLE

Ce prix rémunère à l'unité la dépose éventuelle de l'existant, la fourniture et pose d'un ensemble poignet bequille de bonne qualité, une serrure et un canon et la remise en état de la boiserie détériorée. L'ensemble est à soumettre pour approbation du maître de l'ouvrage.

Ouvrage payé à l'unité au prix n°11

PRIX N°12 : PAUMELLE EN ALUMINIUM

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et pose de paumelle en aluminium conforme à l'existant ou équivalent.

Ouvrage payé à l'unité au prix n°12

PRIX N°13 : STORES VENITIENS

Ce prix rémunère au mètre carré la dépose éventuelle de l'existant, la fourniture et pose de stores vénitiens première qualité suivant choix et design défini par le maître de l'ouvrage.

Ouvrage payé au mètre carré au prix n° 13

PRIX N°14 : STORES VERTICAUX

Ce prix rémunère au mètre carré la dépose éventuelle de l'existant, la fourniture et pose de stores verticaux première qualité suivant choix et design défini par le maître de l'ouvrage.

Ouvrage payé au mètre carré au prix n° 14

PRIX N°15 : SIPHON

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et pose de siphon simple ou double diamètre équivalent à l'existant y compris raccordement et mise en service. Le siphon est à soumettre pour approbation du maître de l'ouvrage.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°15

PRIX N°16 : ABATTANT

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et pose des abattants robustes premier choix. Un modèle d'abattant est à soumettre pour approbation du maître de l'ouvrage.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°16

PRIX N°17 : LAVABO A VASQUE

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et pose de vasque en porcelaine vitrifiée de marque ROCA 1er choix ou équivalent, équipé d'une robinetterie 1er choix mitigeur, ROCA ou équivalent, vidange extérieur à tirette chromée, siphon à tube avec rosace, tube cuivre et robinet chromés.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions de raccordement d'alimentation et d'évacuation au prix n°17

PRIX N°18 : MECANISME DE CHASSE

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et pose de mécanisme de chasse à poussoir silencieux premier choix ROCA ou équivalent y compris toutes sujétions de pose et de mise en service. Le mécanisme de chasse est à soumettre pour approbation du maître de l'ouvrage.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°18

PRIX N°19 : MELANGEUR DE LAVABO

Ce prix rémunère à l'unité la dépose éventuelle de l'existant, la fourniture et pose de mélangeur de lavabo type ROCA ou équivalent. Le mélangeur de lavabo est à soumettre pour approbation du maître de l'ouvrage.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°19

PRIX N°20 : PORTE PAPIER HYGIENIQUE

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et pose de porte papier hygiénique en inox premier choix destiné aux lieux publics l'article sera soumis à l'approbation du maître d'ouvrage.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°20

PRIX N°21 : ROBINET DE SERVICE 1/2

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et pose de robinet de service ½ bronze ou chromé premier choix.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°21

PRIX N°22 : KIT HYGIENE DOUCHETTE DE TOILETTE AVEC FLEXIBLE

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et le montage d'un kit hygiène douchette de toilette avec flexible chromé premier choix.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°22

PRIX N°23 : SECHE MAIN

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et montage y compris le câblage d'un sèche main d'une marque reconnue. Les caractéristiques minimales sont :

Puissance moteur : 800 W – 3000 tours/min

Tension : 220-240 V – 50/60Hz

Vitesse de sortie d'air : 210Km/h

Temps de séchage : 20 à 25 secondes

Température d'air : 1000 LM

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°23

PRIX N°24 : CABLE RESEAUX 4 PAIRES

Ce prix rémunère la fourniture d'un câble réseaux 4 paires d'une bonne qualité.

Ouvrage payé au mètre linéaire au prix n°24

PRIX N°25 : AMPOULE LED STANDARD

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et montage y compris le câblage d'une ampoule led standard d'une marque reconnue. Les caractéristiques minimales sont :

Puissance : 10 W

Tension : 240 V

Couleur : 3000 K

Culot : E 27

Flux lumineux en lumen : 1000 LM

Durée de vie : 30000 H

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°25

PRIX N°26 : AMPOULE LED REFLECTEUR R80

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et montage y compris le câblage d'une ampoule led réflecteur R80 d'une marque reconnue. Les caractéristiques minimales sont :

Puissance : 12 W

Tension : 240 V
 Couleur : 3000 K
 Culot : E 27
 Diamètre : 80 mm
 Flux lumineux en lumen : 1000 LM
 Durée de vie : 30000 H
 Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°26

PRIX N°27 : AMPOULE TUBE LED T8 ,18W

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et montage y compris le câblage d'une ampoule tube led T8 et 18W d'une marque reconnue. Les caractéristiques minimales sont :

Puissance : 18 W
 Tension : 240 V
 Couleur : 6500 K
 Culot : G13
 Dimension : 120 cm
 Flux lumineux en lumen : 2160 LM
 Durée de vie : 30000 H
 Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°27

PRIX N°28 : AMPOULE TUBE LED T8, 9W

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et montage y compris le câblage d'une ampoule tube led T8 et 9W d'une marque reconnue. Les caractéristiques minimales sont :

Puissance : 9 W
 Tension : 240 V
 Couleur : 6500 K
 Culot : G13
 Dimension : 60 cm
 Flux lumineux en lumen : 1050 LM
 Durée de vie : 30000 H
 Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°28

PRIX N°29: AMPOULE LED SPOT MR16

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et montage y compris le câblage d'une ampoule led spot MR16 d'une marque reconnue. Les caractéristiques minimales sont :

Puissance : 8 W
 Tension : 240 V
 Couleur : 2700 K
 Culot : GU10
 Flux lumineux en lumen : 550LM
 Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°29

PRIX N°30 : AMPOULE FLUORESCENTE COMPACT 2G11 36W

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et montage y compris le câblage d'une ampoule fluorescente compact 2G11 36W d'une marque reconnue. Les caractéristiques minimales sont :

Puissance : 36 W
 Tension : 240 V
 Couleur : 6500 K
 Culot : 2G11
 Flux lumineux en lumen : 2900 LM

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°30

PRIX N°31 : DOUILLES GU10 CERAMIQUE

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et montage y compris le câblage d'une douille gu10 céramique d'une marque reconnue.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°31

PRIX N°32 : STARTER 4 A 22 W

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et montage y compris le câblage d'un starter 4 à 22 w d'une marque reconnue.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°32

PRIX N°33 : STARTER 4 A 80 W

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et montage y compris le câblage d'un starter 4 à 80 w d'une marque reconnue.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°33

PRIX N°34 : LED DRIVER (13-18)

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et montage y compris le câblage d'une led driver (13-18) d'une marque reconnue. Les caractéristiques minimales sont :

Primaire : AC, 110-240v, 0.36A 50 /60 Hz

Power : 13, 18 W

Secondaire : 38-60 VDC ,300 mA \pm 10%

Max voltage : 62 VDC

Ta : 45 c° Tc : 65 c°

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°34

PRIX N°35 : LED DRIVER 20W

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et montage y compris le câblage d'une led driver 20 W d'une marque reconnue. Les caractéristiques minimales sont :

Power : 20 W

Input : 110-240v 50/60 Hz

Output : DC 36 -48 V , 480 mA

Tc : 75 c° Ta : 50 c°

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°35

PRIX N°36 : LED DRIVER 22W

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et montage y compris le câblage d'une led driver 22 W d'une marque reconnue. Les caractéristiques minimales sont :

Primaire : AC, 90-265v, 50 /60 Hz

Secondaire : 60-75 VDC , 275 -300 mA

Ta: 50 c° Tc: 75 c°

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°36

PRIX N°37 : LED DRIVER 50W

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et montage y compris le câblage d'une led driver 50W d'une marque reconnue. Les caractéristiques minimales sont :

Input : 85 -265 v , 50 /60 Hz

Output : 24-48 v, 1200 mA pf > 0.95

Ta : 50 c° Tc : 80 c°

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°37

PRIX N°38 : LED DRIVER 12-20

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et montage y compris le câblage d'une led driver (12-20) d'une marque reconnue. Les caractéristiques minimales sont :

Power: 20w

Input; 85 -265 v , 50 /60 Hz

Output; 36-72 VDC, 300 mA

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°38

PRIX N°39 : LED DRIVER 8-18

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et montage y compris le câblage d'une led driver (8-18) d'une marque reconnue. Les caractéristiques minimales sont :

Input: AC, 220-240v

Output: DC30-110 v, 180mA \pm 5%

Ta: 45 c° Tc: 45 c°

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°39

PRIX N°40 : SPOT PANEL LED ROND 18W

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et montage y compris le câblage d'un spot panel led rond 18w d'une marque reconnue. Les caractéristiques minimales sont :

Power : 18w

Couleur : 4000k ou 6500 k

Diamètre : 225 mm

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°40

PRIX N°41 : PANEL LED CARRÉ 50 W

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et montage y compris le câblage d'un panel led carré 50 w d'une marque reconnue. Les caractéristiques minimales sont :

Power : 50 W

Couleur : 6500 k

Dimension : 600x600

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°41

PRIX N°42 : HUBLOT LED PLAFONNIER 22W

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et montage y compris le câblage d'un hublot led plafonnier 22w d'une marque reconnue. Les caractéristiques minimales sont :

Power: 22w

Couleur: 6500k

Diamètre: 220 mm

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°42

PRIX N°43 : PANEL LED RECTANGULAIRE 1200X300

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et montage y compris le câblage d'un panel led rectangulaire 1200x300 d'une marque reconnue. Les caractéristiques minimales sont :

Puissance : 48 W

Tension : 240 V

Couleur : 6500 K

Dimension : 1200 x300 mm

Flux lumineux en lumen : 3840 LM
 Durée de vie : 30000 H
 Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°43

PRIX N°44: CADRE D'INTEGRATION PLAFOND PANEL 1200X300

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et montage y compris le câblage d'un cadre en aluminium pour intégrer les panels dans un plafond de type plâtre.
 Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°44

PRIX N°45: PANEL LED RECTANGULAIRE 600X300

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et montage y compris le câblage d'un panel led rectangulaire 600x300 d'une marque reconnue. Les caractéristiques minimales sont :

Puissance : 20 W
 Tension : 240 V
 Couleur : 6500 K
 Dimension : 600 x 300 mm
 Flux lumineux en lumen : 2000 LM
 Durée de vie : 30000 H
 Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°45

PRIX N°46 : CADRE D'INTEGRATION PLAFOND PANEL 600X300

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et montage y compris le câblage d'un cadre en aluminium pour intégrer les panels dans un plafond de type plâtre.
 Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°46

PRIX N°47: PROJECTEUR EXTERIEUR LED ,500W

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et montage y compris le câblage d'un projecteur extérieur led 500W d'une marque reconnue. Les caractéristiques minimales sont :

Puissance : 500 W
 Tension : 240 V
 Couleur : 6000 K
 IP : 66
 Flux lumineux en lumen : 50000 LM
 Durée de vie : 50000 H

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°47

PRIX N°48: CABLE ELECTRIQUE 3G2.5MM

Ce prix rémunère la fourniture d'un câble électrique U-1000 R2V 3G2.5mm d'une bonne qualité.

Ouvrage payé au mètre linéaire au prix n°48

PRIX N°49: PROJECTEUR LED ,220W

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et montage y compris le câblage d'un projecteur extérieur led 200W d'une marque reconnue. Les caractéristiques minimales sont :

Puissance : 500 W
 Tension : 240 V
 Couleur : 6000 K
 IP : 20
 Flux lumineux en lumen : 50000 LM
 Durée de vie : 50000 H

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°49

PRIX N°50: ASSISTANCE ET INTERVENTION TECHNIQUE MENSUELLE

Ce prix rémunère en forfait mensuel les prestations des interventions d'ordre technique.

Le prestataire doit affecter à l'AIAC deux techniciens disponibles en présentiel entre 8h-18h et sur appel téléphonique en cas d'urgence entre 19h – 7h.

Le technicien 1 doit assurer les interventions de maintenance et remise en état et en service de l'ensemble des équipements électriques (éclairage, tableau électrique, remplacement des lampes, ...) de l'AIAC et en coordination et supervision de l'électricien de l'AIAC.

Le technicien 2 doit assurer les interventions sur les équipements de sanitaire, plomberie et la serrurerie de l'AIAC en coordination avec le responsable de l'AIAC.

L'outillage ainsi que la petite quincaillerie (vis, chevilles, écrous, filasse, colle...) nécessaires aux travaux d'intervention sont à la charge du prestataire

Ouvrage payé en forfait mensuel au prix n°50

Appel d'offres ouvert N° 125/18/AOO

Entretien des bâtiments administratifs et techniques de l'Académie Internationale Mohammed VI de l'Aviation Civile

Direction concernée	Direction des Achats et de la Logistique
<p><i>Handwritten:</i> Chef du Service Gestion des Laboratoires <i>Signature:</i> Sallami CHOUGDALI</p> <p><i>Handwritten:</i> Chef de Service Achats Logistique et Patrimoine <i>Signature:</i> Yassir RIAD</p> <p><i>Handwritten:</i> Abdellah MENOU</p>	<p><i>Handwritten:</i> Le Directeur des Achats et de la Logistique</p> <p><i>Signature:</i> Abdellah BOUKHLOUF</p>
Direction Générale de l'ONDA	
<p><i>Handwritten:</i> Le Directeur Général Zouhair Mohammed EL AOUEIR</p> <p><i>Stamp:</i> Direction Générale OFFICE NATIONAL DES AÉROPORTS</p> <p><i>Date:</i> 06 SEPT 2018</p>	
Concurrent	
<p>CPS lu et accepté sans réserve</p>	